

ABCD de l'égalité: les obscurantistes ont gagné

PAR LUCIE DELAPORTE
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 21 JUIN 2014

Benoît Hamon a décidé d'abandonner les ABCD de l'égalité, un programme expérimenté dans une dizaine d'académies pour lutter contre les stéréotypes de genre. Après les pathétiques atermoiements du gouvernement sur le « genre », le ministre de l'éducation cède aujourd'hui à une poignée d'illuminés.

Bien sûr, l'abandon n'est pas encore totalement officiel, et le ministre attendra courageusement le début de l'été pour faire ses annonces. Mais chacun sait désormais à quoi s'en tenir. Confronté à un « climat de nervosité », Benoît Hamon **vient d'expliquer à L'Express** qu'il valait mieux « *utiliser la médecine douce* » et faire « *différemment* », c'est-à-dire abandonner en rase campagne les « ABCD de l'égalité », **ce programme destiné à lutter contre le sexisme dès l'école**, et expérimenté depuis la rentrée dans plus de 275 écoles primaires. Un programme qui a bien suscité la « nervosité » de quelques groupuscules extrémistes qui entretiennent depuis de longs mois les rumeurs les plus extravagantes sur « la théorie-du-genre-à-l'école », mais qui avait surtout été salué par de nombreuses associations féministes comme un premier pas encourageant pour passer enfin de la théorie à la pratique sur l'égalité. Entre les deux, le gouvernement a donc choisi.

Depuis plusieurs semaines, Benoît Hamon avait laissé planer le doute sur sa volonté de généraliser le dispositif à la rentrée. Sa circulaire de rentrée n'en disait pas un mot et lorsqu'on l'avait interrogé peu après sa prise de fonctions, il était resté étrangement évasif : « *On va regarder précisément ce que dit le rapport de l'inspection générale* », assurant que le dispositif n'était peut-être pas la panacée. Un rapport qui, cela tombe bien, sera rendu début juillet et qui ne changera de toutes façons rien à la décision toute politique du ministre d'abandonner le programme « *controversé* ».

[[lire_aussi]]

Il faut donc se résoudre à ce que « *transmettre des valeurs d'égalité et de respect entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes... Agir dès l'école primaire pour lutter contre la formation de ces inégalités dès le plus jeune âge, en agissant sur les représentations des élèves et les pratiques des acteurs de l'éducation* » soit devenu, pour ce gouvernement de gauche, bien trop sulfureux. « *L'égalité garçons-filles reste une priorité du gouvernement. Cela a été acté en interministériel. Vous pouvez l'écrire* », se contentait de répondre depuis des semaines le cabinet de Benoît Hamon lorsqu'on l'interrogeait sur un probable recul. Comme s'il fallait encore se réjouir que le gouvernement se fixe un tel objectif...

Dans son rapport adressé au ministre, l'administration l'avait pourtant prévenu que s'il fallait se montrer prudent dans la communication, un « *recul n'était pas envisageable* »...

« *Je ne sais pas quoi vous dire, c'est pitoyable. Je suis effondrée* », confie une personnalité qui a porté le dossier rue de Grenelle et qui préfère ne pas être citée parce qu'elle espère encore que tout n'est pas joué. « *Reculer là-dessus revient à ouvrir un boulevard aux tenants de l'obscurantisme le plus effrayant.* »

Car qui a réussi à faire reculer le gouvernement ? Les catholiques intégristes de la Manif pour tous, qui brandissent fièrement, de rassemblements en rassemblements, leurs pancartes « *Touche pas à mes stéréotypes* » ! La sphère des illuminés entourant Farida Belghoul qui n'ont pas hésité à affirmer que l'école allait organiser de grandes séances de « *masturbation collective* » en faisant l'éloge de l'homosexualité (**lire ici notre reportage**) ? *Le Figaro* qui, depuis plus de deux ans, mène avec une remarquable constance une campagne contre l'introduction de la « *théorie du*

genre » censée **s'immiscer insidieusement sous les préaux** ? Jean-François Copé qui agite le livre pour enfants *Tous à poil*, en criant à la fin de l'autorité ?



Campagne de la Manif pour tous

Depuis des mois, le gouvernement tremble devant ces pathétiques épouvantails qui derrière le combat contre le genre luttent contre la remise en cause du patriarcat ou la banalisation de l'homosexualité. À la fronde des anti-mariage pour tous, angoissés à l'idée qu'on puisse s'interroger sur la dimension sociale de l'appartenance

sexuelle, la rue de Grenelle n'a ainsi rien trouvé de mieux, comme nous le révélions récemment, que de **lancer la chasse au mot « genre »** dans tous les documents officiels, allant jusqu'à décommander des conférences de chercheurs dans les collèges ou traquant le mot dans les rapports officiels...

« *S'ils lâchent maintenant, on va se retrouver dans une situation pire qu'il y a deux ans. Plus personne ne voudra s'engager là-dessus et le sexisme à l'école continuera de faire des ravages* », prévient une chercheuse qui travaille pour le ministère. « *Je suis contre la théorie du genre* », avait déjà lancé le prédécesseur de Benoît Hamon, Vincent Peillon, sans relever qu'il reprenait, précisément, les termes des complottistes du genre... Puisque la « théorie » du genre, au sens d'une doctrine close, n'existe pas.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.